Cependant, l'INESSS va plus loin que l'expérience du NICE. Le projet de loi 67 y intègre également la dimension des services sociaux et, ce faisant, élargit sa mission au-delà des domaines traditionnels purement technologiques propres aux missions historiques du CMQ et de l'AETMIS.

Cette innovation interpelle au premier chef notre profession, puisqu'elle est directement concernée par le mandat du nouvel INESSS. En effet, la pratique de la psychologie s'étend à tout le domaine de la santé (mentale et physique) et, de plus, les psychologues œuvrent dans des milieux dont la vocation peut être liée à la santé ou aux services sociaux.

Par ailleurs, l'Ordre accorde une importance capitale à l'utilisation des données probantes disponibles en vue d'assurer une meilleure efficacité des services rendus au public. Toutefois, il y a lieu de réfléchir sur l'utilisation à faire des données probantes, comme le balise par exemple la politique que l'Ordre a adoptée à cet égard². L'Ordre considère que l'INESSS pourrait contribuer non seulement à mettre les choses en perspective, mais aussi à travailler à la recherche de nouvelles données probantes, celles-ci étant issues des pratiques sur le terrain.

_OUI À L'INESSS... AVEC PRUDENCE ET TRANSPARENCE

L'Ordre appuie la création de l'INESSS et l'intégration des services sociaux à sa mission. Cette nouveauté donne enfin leur importance légitime à la santé mentale et aux relations humaines dans l'univers de la santé et des services sociaux et fait place à d'autres déterminants de la santé que les seuls déterminants physiques. L'intégration de ces domaines d'intervention au mandat de l'INESSS canaliserait vers nos disciplines des ressources de recherche qui ont pu manquer par le passé.

Malgré cet appui, l'Ordre a exprimé de très sérieuses préoccupations relativement à quelques aspects du projet de loi 67. On peut regrouper ces préoccupations sous trois volets : 1) la nature et la portée des lignes directrices; 2) la protection du lien de confidentialité entre le thérapeute et son client; et 3) la transparence et l'imputabilité de l'INESSS.

Sur la nature et la portée des lignes directrices, l'Ordre a insisté auprès des parlementaires sur l'importance de tenir compte, dans la production de lignes directrices à l'endroit des professionnels, des problématiques spécifiques de la santé mentale et des relations humaines – en particulier la nécessité de faire une large place à l'évaluation des caractéristiques et circonstances propres à chaque cas individuel, dans des disciplines qui se prêtent moins à la standardisation que, par exemple, la chirurgie ou certaines thérapies médicamenteuses. À cet égard, le ministre Bolduc s'est

voulu rassurant lors de notre comparution. Nous avons quand même souligné la nécessité de consulter systématiquement l'Ordre chaque fois que les travaux porteront sur des activités liées au champ d'exercice des psychologues.

Sur le lien de confidentialité entre le thérapeute et son client, l'Ordre a manifesté sa vive inquiétude devant le libellé d'un alinéa particulier du projet de loi et selon lequel l'INESSS pourrait requérir d'un organisme public « des renseignements personnels nécessaires à l'exercice de ses fonctions d'étude ou d'évaluation [...] ». Nous avons exprimé notre opposition absolue à la transmission de renseignements personnels concernant la santé mentale. Le ministre nous a assuré que son intention n'était pas d'obliger la transmission de renseignements personnels; il s'agirait plutôt de permettre de retrouver la trace des individus entre les divers systèmes d'information aux fins de recherche, et ce, sur une base anonyme. Toutefois, aucun parlementaire n'a été en mesure de nous assurer que le texte actuel du projet de loi protégeait effectivement la confidentialité des données. Le ministre a pris l'engagement de faire les vérifications requises auprès des spécialistes de la question au gouvernement. Nous continuerons donc d'être extrêmement vigilants sur cet aspect du dossier.

Finalement, l'Ordre a formulé quelques recommandations de nature à améliorer la transparence et l'imputabilité de l'INESSS, ce qui aurait pour effet d'accroître sa crédibilité et, par voie de conséquence, son efficacité.

_Notes

- 1 Pour ceux qui seraient intéressés, l'enregistrement de la présentation que l'Ordre a faite en commission parlementaire est accessible à l'adresse suivante : <http://www.assnat.qc.ca/fra/travaux/Debats/banquevideo/csss/excelsante.html>. Le mémoire se trouve sur le site de l'Ordre dans la section réservée aux membres à l'adresse suivante : http://www.ordrepsy.qc.ca/pdf/Memoire_INESSS_2010_01_08.pdf
- 2 Cette politique se trouve sur notre site Web, dans la section réservée aux membres. L'adresse est la suivante : http://www.ordrepsy.qc.ca/extranet/pdf/2008_09_01_Politique_donnees_probantes_traduction_APA.pdf